

Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Karl Marx)

Loi sur la « sécurité globale » :

Darmanin, le parrain des flics cogneurs

Des manifestants chassés au canon à eau, des journalistes arrêtés pour simplement avoir voulu couvrir l'événement. La scène ne se passait pas dans la Turquie d'Erdogan ou dans la Russie de Poutine, tant décriées par Macron, mais en France devant le Parlement qui s'apprêtait à voter l'article 24 de la « Loi relative à la sécurité globale ». Les flics nous donnent un avant-goût, en quelque sorte, de ce qu'ils comptent faire d'un texte qui interdirait la diffusion d'images d'un policier ou d'un militaire en service pour éviter « qu'il ne soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Circulez, y a rien à voir !

En 2019, Macron niait l'évidence des brutalités contre les Gilets jaunes, affirmant qu'on ne pouvait pas « parler de violences policières dans un État de droit ». CQFD, circulez, y'a rien à voir ! Ni, surtout, à filmer. Pas filmé, pas pris : le gouvernement craint visiblement autant le poids des mots que le choc des images !

C'est que ces images sont choquantes : du viol de Théo à la matraque, à Aulnay en 2017, à la vidéo montrant Benalla, alors proche de Macron, brutaliser des manifestants le 1er mai 2018, en passant par celle des lycéens de Mantes-la-Jolie, humiliés à genoux et les mains sur la tête, le 6 décembre 2018, ou encore celle de la mise à mort de Cédric Chauviat lors d'un contrôle de police en janvier 2020. Et que dire des 4 500 Gilets jaunes blessés – parfois éborgnés et souvent visés à la tête par des tirs de flashballs et des armes encore plus dangereuses ? Autant d'images et de faits à l'origine de mobilisations et de mouvements de protestations parfois très importants. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la vidéo du meurtre de George Floyd par un policier raciste de Minneapolis qui a déclenché une mobilisation sans précédent depuis longtemps. C'est sans doute ce dont Darmanin veut se prémunir.

Du coup, il s'est lâché. Sa loi prévoit aussi un renforcement de la présence policière avec la mise en place d'une police municipale à Paris, l'armement des policiers en dehors du service, la généralisation de l'utilisation des drones dans les espaces publics, l'introduction de la reconnaissance faciale, etc. Autant d'idées tirées de la boîte à fantasme de la droite extrême ou de l'extrême droite, en allant au-devant des réclamations des syndicats policiers.

Cognez ces pauvres que je ne saurais voir

Ces mesures répressives sont aussi destinées à pouvoir agir sans contrôle et refermer, en cas de besoin, le couvercle sur la marmite des mouvements sociaux qui n'a cessé de bouillir ces dernières années. Sous Sarkozy, Hollande ou Macron, on a vu se multiplier les limitations des libertés sous prétexte de nous protéger du terrorisme, de l'extrémisme. Et malheur à ceux qui prétendent s'opposer d'une manière ou d'une autre à cette société injuste et inégalitaire : syndicalistes licenciés ou révoqués, militants anti-nucléaires fichés S, Gilets jaunes jetés par centaines en prison : la liste est longue.

La meilleure des réponses : nos révoltes !

Macron et Darmanin ne sont ni les premiers ni les seuls dans le monde à réprimer les révoltes de la population et à essayer de museler la presse et l'opposition. Partout, alors que les soulèvements populaires se multiplient, hier encore en Algérie, aux États-Unis et au Chili, aujourd'hui au Liban, en Biélorussie, en Pologne, au Pérou, au Guatemala. Partout, les gouvernements jouent de l'intimidation musclée, parfois du meurtre par leurs « forces de l'ordre » pour tenter (le plus souvent en vain !) de faire taire la révolte que suscitent les injustices créées par leur système capitaliste.

Les dirigeants des États pourront peut-être faire taire, un temps, des journalistes ou des militants. Mais la répression n'a jamais pu faire taire une population déterminée. Tôt ou tard, un quelconque préfet sera contraint d'envoyer un message à ses chefs, comme le fit le chef des flics du tsar en février 1917 : « L'ordre n'a pu être rétabli à Petrograd ». Le plus tôt sera le mieux !

Dix fois plus pour les actionnaires

On parle beaucoup de la prime COVID qui serait distribuée à l'échelle du groupe. Il y aurait maximum 16 millions d'euros à se partager entre nous. Quelques centaines d'euros par personne donc. Mais le vrai cadeau de Noël est pour les actionnaires qui trouveront au pied du sapin un acompte sur dividendes de 160 millions d'euros.

Tentative de désamorçage

La trésorerie bat des records, le profit du troisième trimestre est de 175 millions d'euros... et ce sont bientôt les NAO. Est ce pour éteindre nos revendications que la direction parle de cette prime? À nous de ne pas tomber dans le panneau. Revendiquons pour nos salaires !

À Villeurbanne, les travailleurs tiennent tête à General Electric

La boîte restructure à tout crin dans le monde entier. En France, 630 emplois pourraient être détruits. Mais depuis lundi, les salariés de Villeurbanne ripostent. Ils sont en grève reconductible contre les plans de leur direction. Le meilleur moyen de résister, c'est encore celui-là !

Vaccins : la science, le doute... et le fric !

C'est la course entre les grandes entreprises pharmaceutiques : « 94,5 % d'efficacité », chez Moderna, « 90 et même 95 % » répond-on chez Pfizer.

Les pourcentages sont prometteurs, et les équipes de chercheurs ont obtenu ce résultat dans le minimum incompressible du temps qui leur était imparti. On peut espérer que le rapport bénéfice/risque sera favorable, car les vaccins, quoi qu'en disent leurs détracteurs, ont représenté un progrès immense depuis leur invention qui a éradiqué, ou presque, bien des maladies graves, comme la variole, qui faisaient des millions de morts il y a seulement quelques décennies !

On espère donc que ces résultats seront confirmés quand les spécialistes du monde entier pourront vérifier qu'ils n'ont pas été « gonflés » pour doper le cours de l'action Pfizer et autres Moderna... Car, pour les financiers qui dirigent ces labos, la première course à gagner, c'est celle du fric ! Celui des vaccins, mais aussi celui qui manque à tous les capitalistes à cause du ralentissement de l'économie

mondiale. En tout cas, les grands labos sont plus avares de moyens pour des maladies comme le VIH ou le paludisme, qui désorganisent moins les affaires...

De telles pratiques encouragent évidemment la méfiance irrationnelle, en France et ailleurs, à l'égard de toute forme de vaccination, d'autant que le chœur des patrons n'a qu'un seul cri, peu rassurant : «



Que les affaires reprennent, et vite ! »

Si les premiers vaccins sont prêts, que les bénéfiques/risques sont correctement évalués, réjouissons-nous. Mais il est vrai que nous aurions plus facilement accepté de servir de cobaye aux premiers vaccins si ce n'était pas les magnats de l'industrie pharmaceutique qui étaient aux commandes, autrement dit si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.

Droit à la santé: oui, mais pour tous !

Comme le deuxième épisode du Covid s'annonce moins important que prévu, les 39 hôpitaux de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) se déclarent prêts à accueillir des malades étrangers. Idée évoquée par le gouvernement aussi. Un échange de « de bons procédés » en quelque sorte puisque, en mars et avril derniers, des patients hospitalisés en France avaient été transférés à l'étranger.

Mais cette solidarité affichée n'est pas la même pour tous les malades étrangers. Le gouvernement vient en effet de prendre un décret qui durcit les conditions d'accès à l'aide médicale d'État (AME) pour les étrangers qui vivent en France mais sans papiers, en situation de précarité, et qui serait applicable au 1er janvier prochain. Ce décret limite aussi les droits à la Sécurité sociale de 800 000 personnes étrangères, détentrices de titres de séjour renouvelés chaque année. Pour le gouvernement, il y a les bons et les mauvais malades « étrangers » : ceux qu'il veut bien soigner et les autres : de la discrimination sociale une fois de plus.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER



Site internet : www.convergencesrevolutionnaires.org
Mail : etincelle.69@hotmail.fr

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !